

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2345

2 septembre 2015

SOMMAIRE

2sales International S.A.	112560	Essence Investments S.à r.l.	112514
Aladdin S.à r.l.	112519	European Cooling 2 S.à r.l.	112516
Alfa Lula Alto S.à r.l.	112519	Pa.Fi. France	112560
«AlliA Corporate Insurance Brokers S.A.	112521	Playcenter International S.A.	112559
Alpinum SICAV-SIF	112521	Secural S.A.	112542
Alpinum SICAV-SIF	112521	Selenium (Almada) Retail Holdco S.à r.l.	112533
Argon Acquisition Debt S.à r.l.	112527	T-C Neptune Holdings S.à r.l.	112524
Bartol Properties Sàrl	112557	TE 4 Access Advisors	112517
CGM Lux 2 S.à r.l.	112533	Tennis Properties S.A.	112517
Citadelle Lux S.A.	112522	Torrey Invest S.A.	112516
Citadel Value Fund Sicav	112522	Tyco Electronics Holding S.à r.l.	112519
COF III (Lux) S.à r.l.	112522	Utopia S.A.	112517
Creo Investments S.à r.l.	112522	VEGD	112519
Cube Promotions S.A.	112523	Vini	112518
DCA.lu S.à r.l.	112515	Waldlaubersheim Logistics S.à r.l.	112520
DDK Corp. S.A.	112515	Walfood S.A.	112520
Dean S.à r.l.	112515	Wambleeska S.à r.l.	112520
Defa International S.A.	112515	Worldwide Investors S.A.	112514
Defa International S.A.	112516	Zabar Group Holding Sàrl	112518
Devon S.A.	112516	ZAG Lux S.à.r.l.	112518
East Capital Asset Management S.A.	112514	Zara Luxembourg S.A.	112521
E-Carat SA	112515	Zelta Assets	112518
Ech Lux 2 (Campo, Munich) S.à r.l.	112514	Ziaplent Christiansund S.à r.l. & Cie S.C.A.	112520
Elux Invest S.A.	112514		

Worldwide Investors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 24.171.

Les comptes annuels au 31-12-2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015116075/9.
(150124500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Ech Lux 2 (Campo, Munich) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.525,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 118.114.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 juillet 2015.
Référence de publication: 2015116803/10.
(150125925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Elux Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 145.274.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pour ELUX INVEST S.A.
Référence de publication: 2015116806/10.
(150124871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

East Capital Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 136.364.

EXTRAIT

Monsieur Mathias Pedersen a démissionné de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 4 juin 2015.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 juillet 2015.
Pour la Société
Référence de publication: 2015116802/12.
(150125551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Essence Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.
R.C.S. Luxembourg B 177.730.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14.07.2015.
Pour Essence Investments S.à r.l.
Un mandataire
Référence de publication: 2015116810/13.
(150125390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Dean S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1343 Luxembourg, 48, Montée de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 156.274.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015116777/9.
(150125981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

DDK Corp. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 58.434.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Signature.
Référence de publication: 2015116776/10.
(150126379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

E-Carat SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 147.332.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Signature.
Référence de publication: 2015116799/10.
(150124997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

DCA.lu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 55, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 168.768.

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés du 13 juillet 2015

L'assemblée accepte à l'unanimité la démission de Monsieur Nicolas Lambert de Rouvroit de son mandat de gérant de la société DCA.LU avec effet à compter de ce jour.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015116775/11.
(150125790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Defa International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 146, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 113.405.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 14 juillet 2015

Il résulte des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 14 juillet 2015 que KPMG Luxembourg, RCS Luxembourg B 149133, 39 Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été nommé réviseur d'entreprises (consolidation auditor) pour l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2015.

Pour extrait conforme

LWM

Mandataire

Référence de publication: 2015116780/14.
(150125762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

European Cooling 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 180.786.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015116813/10.

(150125000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Defa International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 146, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 113.405.

Le bilan consolidé et les annexes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

LWM

Mandataire

Référence de publication: 2015116781/13.

(150125763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Devon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 96.928.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 6 juillet 2015

Est nommé administrateur, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2015:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg; Président, en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, démissionnaire en date du 10 décembre 2014;

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 8 Juillet 2015.

Référence de publication: 2015116785/15.

(150126132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Torrey Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 188.343.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 9 juillet 2015

1. Le Conseil d'Administration acte la démission avec effet au 22 juin 2015, de Monsieur Guillaume Scroccaro de son mandat d'Administrateur de la société,

2. Le Conseil d'Administration décide de coopter, avec effet au 22 juin 2015, au poste d'Administrateur Monsieur Marc Besch, employé privé, né le 21 novembre 1964 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui terminera le mandat de son prédécesseur.

Pour extrait conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015116038/16.

(150125124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Tennis Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 127.836.

Extrait des résolutions adoptées en date du 3 juillet 2015 lors de la réunion du conseil d'administration de la société Tennis Properties S.A.

- M. Nicolas MILLE a démissionné de ses fonctions avec effet au 1^{er} juillet 2015.
- Mme Valérie POSS, employée privée, née à Algrange (France), le 2 août 1965, résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, a été cooptée administrateur de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015 et jusqu'au 8 janvier 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TENNIS PROPERTIES S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015116029/17.

(150124354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Utopia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 45, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 29.756.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 6 juillet 2015 que:

- Monsieur Christian Cigrang a démissionné de son mandat d'administrateur de la société
- La société Wanda bvba avec Siège social à Cogels - Osylei 6, B-2600 Berchem, (Belgique) représentée par Monsieur Clement Costers, domicilié à Cogels - Osylei 6, B-2600 Berchem, (Belgique) a été nommée administrateur jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire 2016 statuant sur l'exercice 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Pour UTOPIA S.A.

Nico Simon

Administrateur-Délégué

Référence de publication: 2015116049/18.

(150124675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

TE 4 Access Advisors, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 198.275.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 30 juin 2015, que l'associé de la Société, AIM Services S.à r.l., a transféré la totalité des 1.250.000 parts sociales qu'il détenait dans la Société à:

- GSAM GEN-PAR L.L.C., une limited liability company, constituée et régie selon les lois du Delaware, ayant son siège social à l'adresse suivante: 2711 Centerville Road, Suite 400, 19808 New Castle, Wilmington, Delaware, enregistrée auprès du Secretary of State of the State of Delaware sous le numéro 2710887.

Les parts de la Société sont désormais détenues de la manière suivante:

GSAM GEN-PAR L.L.C. 1.250.000 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2015.

TE 4 Access Advisors

Signature

Référence de publication: 2015116027/19.

(150124142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Zabar Group Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 110.753.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015116092/10.

(150124110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Vini, Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach, 14, route de Bigonville.
R.C.S. Luxembourg B 171.111.

Dépôt rectificatif du 12.05.2014 sous le numéro L140076924

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015116064/11.

(150124347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Zelta Assets, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 191.499.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 9 juillet 2015

1. Le Conseil d'Administration acte la démission avec effet au 22 juin 2015, de Monsieur Guillaume Scroccaro de son mandat d'Administrateur de la société.
2. Le Conseil d'Administration décide de coopter, avec effet au 22 juin 2015, au poste d'Administrateur Monsieur Marc Besch, employé privé, né le 21 novembre 1964 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui terminera le mandat de son prédécesseur.

Pour extrait conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015116095/16.

(150125127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

ZAG Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 193.020.

EXTRAIT

En date du 29 juin 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- la démission de M. Erik Johan Cornelis Schoop en tant que gérant B de la Société, est acceptée avec effet au 29 mai 2015;
- M. Eric-Jan van de Laar, né le 27 mars 1969 à Utrecht, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé nouveau gérant B de la Société avec effet au 29 mai 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Référence de publication: 2015116093/17.

(150124969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

VEGD, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4959 Bascharage, 54, Op Zaemer.
R.C.S. Luxembourg B 174.704.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015116059/9.
(150124251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Alfa Lula Alto S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 65.020.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 176.755.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
Alfa Lula Alto S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2015116460/12.

(150125291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Tyco Electronics Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 592.626.412,50.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 122.078.

Il est à noter que l'un des associés de la Société, TE Connectivity Holding Coöperatief U.A., se nomme désormais TE Connectivity Holding S.à r.l., a son siège social au 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg et est immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B198291.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE
Tyco Electronics Holding S.à r.l.
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2015116025/15.

(150124168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Aladdin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.250,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 137.566.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 9 avril 2015 que:

- Monsieur Walter TOCCO, né à San Gavino Manreale (CA) - Italy, le 12 Octobre 1979, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch L-1030 Luxembourg, est nommé gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée en remplacement de Mr Donatien-Xavier Martin, gérant démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet.2015.

Pour la Société
Un mandataire

Référence de publication: 2015116458/17.

(150125522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Waldlaubersheim Logistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 125.622.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015116069/9.

(150124716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Ziaplent Christiansund S.à r.l. & Cie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 110.115.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10. Juillet 2015.

Référence de publication: 2015116091/10.

(150124739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Walfood S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 146.239.

Extrait des résolutions adoptées en date du 6 juillet 2015 lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société

- La démission de Nicolas MILLE de sa fonction d'administrateur de classe B de la Société a été acceptée avec effet au 1^{er} juillet 2015.

- La cooptation de Melle Alexandra DALLÜGE, employée privée, née le 21 juin 1989 à Siegburg (Allemagne), résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, en tant qu'administrateur de classe B de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015 et ce jusqu'à 29 septembre 2020, a été décidée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WALFOOD S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015116070/16.

(150124744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Wambleeska S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 169.925.

Extrait des minutes de l'assemblée générale de l'associé unique tenue en date du 9 juillet 2015.

Il résulte dudit procès-verbal que

- M. Julien François a démissionné de son poste de gérant de la Société avec effet à la date de l'assemblée.

- M. Gilles Duroy, né le 14 septembre 1983 à Arlon, Belgique et résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg a été nommé gérant de la Société avec effet à la date de l'assemblée et ce pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Pour: Wambleeska S.à r.l.

Représenté par Gilles Duroy

Gérant

Référence de publication: 2015116071/19.

(150124828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Alpinum SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 188.233.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015116463/9.

(150125409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

«AlliA Corporate Insurance Brokers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 66, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 41.435.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015116462/11.

(150124914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Zara Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 49.966.

Extrait du procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la société en date du 2 avril 2015

Le Conseil d'Administration de la Société tenu en date du 2 avril 2015 décide de:

- révoquer Monsieur Pablo D'Anglade Alvariño, demeurant au 5 rue du Renard 75004 Paris (France) de la fonction de délégué à la gestion journalière de la Société.
- désigner Monsieur Javier Eguiron Vidarte, demeurant au 21 boîte 6 rue d'Idalie, 1050 Bruxelles (Belgique) en qualité de délégué à la gestion journalière de la Société et ce, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015116094/14.

(150124559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Alpinum SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 188.233.

Extrait de la résolution prise par l'Assemblée Générale de la Société en date du 25 juin 2015

L'Assemblée Générale de la Société décide:

1. de nommer Monsieur Bertrand MICHAUD, comme membre du Conseil d'Administration de la Société, avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra au cours de l'année 2016;
2. de nommer Monsieur Jürg NIEDERBERGER, comme membre du Conseil d'Administration de la Société, avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra au cours de l'année 2016;
3. de nommer Monsieur Frits Fromberg CARLSEN, comme membre du Conseil d'Administration de la Société, avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra au cours de l'année 2016;
4. de renommer KPMG Luxembourg, Société Coopérative, comme Réviseur d'entreprises agréé de la Société, avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra au cours de l'année 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Le Mandataire

Référence de publication: 2015116464/20.

(150125410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

COF III (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 178.474.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Référence de publication: 2015116718/10.

(150124916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Citadel Value Fund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 85.320.

En date du 25 juin 2015, Andreas Capital Suxeskey S.A., administrateur personne morale, a changé sa dénomination en Andreas Capital S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme et sincère

Pour CITADEL VALUE FUND SICAV

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015116713/13.

(150125435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Citadelle Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 155.830.

Merci de bien vouloir noter que M. Claude ROBERT, Administrateur de la société, a changé d'adresse:

Nouvelle adresse: 26, route de Genève
CH-1260 NYON

Luxembourg, le 14 juillet 2015.

FIDUPAR

44, avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2015116715/15.

(150126257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Creo Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 96.770.

Extrait de la résolution prise par l'associé unique le 10/07/2015

Résolutions

1. L'Associé unique décide d'entériner, avec effet immédiat, la démission de Mr Alexis Kamarowsky comme Gérant de la Société.

2. L'Associé unique décide de nommer, avec effet immédiat, comme Gérant de la Société, Mme Alessia Arcari, née le 23/07/1979 à Neuilly Sur Seine, Paris, France, avec adresse professionnelle au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg. Son mandat aura durée indéterminée.

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2015116737/16.

(150125429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Cube Promotions S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2146 Luxembourg, 76, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 172.239.

L'an deux mil quinze, le dix-neuf juin

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven,

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CUBE PROMOTIONS S.A., avec siège social à L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 172.239, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 16 octobre 2012, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2815 du 20 novembre 2012 (la "Société").

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Caroline Weber, juriste, demeurant professionnellement à Senningerberg,

qui désigne comme secrétaire Madame Sophie Mathot, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg,

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Sylvie Ramos, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société à L-2146 Luxembourg, 76, Rue de Merl;

2. Modification subséquente de l'article 2 §1 des statuts de la Société;

3. Modification de l'adresse professionnelle de Monsieur Frédéric Reichling en tant qu'administrateur et administrateur-délégué et de Monsieur Michael Reichling en tant que président et administrateur de la Société qui se lira dorénavant comme suit: L-2146 Luxembourg, 76, Rue de Merl.

4. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les éventuelles procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées „ne varietur“ par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale des actionnaires décide de transférer le siège social de la Société de L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon vers L-2146 Luxembourg, 76, Rue de Merl.

Deuxième résolution:

A la suite de la résolution qui précède, l'article 2 premier paragraphe des statuts de la Société est modifié et aura la teneur suivante:

" **Art. 2. §1.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg."

Troisième résolution:

L'assemblée générale des actionnaires décide de modifier l'adresse professionnelle de Monsieur Frédéric Reichling en tant qu'administrateur et administrateur-délégué et de Monsieur Michael Reichling en tant que président et administrateur de la Société qui se lira dorénavant comme suit: L-2146 Luxembourg, 76, Rue de Merl.

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille cent euros (EUR 1.100).

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clercs et/ou employés de l'Étude du notaire soussigné, chacun pouvant agir individuellement, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Caroline Weber, Sylvie Ramos, Sophie Mathot, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 1^{er} juillet 2015. 1LAC / 2015 / 20401. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 13 juillet 2015.

Référence de publication: 2015116739/67.

(150125823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

T-C Neptune Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 237.771,00.

Siège social: L-2530 Gasperich, 4A, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 192.184.

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth day of June,
before us Maître Marc Loesch, civil law notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

T-C Luxembourg Neptune Holding S.à r.l. (formerly denominated TIAA Luxembourg S.à r.l.), a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of two hundred thirty-eight thousand fifty euro (EUR 238,050.-), with registered office at 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 192182 (the "Shareholder"),

hereby represented by Maître Nirida Nhouyvanisvong, lawyer, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on June 5, 2015.

The said proxy, after being signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholder, represented as above mentioned, has requested the undersigned notary to record that it is the sole shareholder of T-C Neptune Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having a share capital of one hundred fifteen thousand six hundred thirty euro (EUR 115,630.-), with registered office at 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Francis Kessler, civil law notary then residing in Esch-sur-Alzette dated on 6 November 2014, published au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, of 11 December 2014, number 3841 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 192184 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary on 23 December 2014 published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dated as of 28 February 2015, number 559.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of one hundred twenty-two thousand one hundred forty-one euro (EUR 122,141) so as to raise it from its present amount of one hundred fifteen thousand six hundred thirty euro (EUR 115,630.-) to two hundred thirty seven thousand seven hundred seventy-one euro (EUR 237,771).

2 To issue one hundred twenty-two thousand one hundred forty-one (122,141) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscription for these new shares, with payment of a share premium in a total amount of twelve million ninety-two thousand thirty-four euro sixty-eight cent (EUR 12,092,034.68) and to accept payment in full for such new shares by a contribution in kind.

4 To amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation to reflect the above capital increase.

5 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of one hundred twenty-two thousand one hundred forty-one euro (EUR 122,141.-) so as to raise it from its present amount of one hundred fifteen thousand six hundred thirty euro (EUR 115,630.-) to two hundred thirty seven thousand seven hundred seventy-one euro (EUR 237,771.-).

Second resolution

The Shareholder resolved to issue one hundred twenty-two thousand one hundred forty-one (122,141) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared the Shareholder, represented as above mentioned.

The Shareholder declared to subscribe for all the one hundred twenty-two thousand one hundred forty-one (122,141) new shares (the "Issued Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, with payment of a share premium of twelve million ninety-two thousand thirty-four euro and sixty-eight cent (EUR 12,092,034.68) and to make payment in full for such new shares by a contribution in kind, consisting of a claim held by the Shareholder, representing an amount of twelve million two hundred fourteen thousand one hundred seventy-five euro and sixty-eight cents (EUR 12,214,175.68) (the "Contribution in Kind").

The Contribution in Kind represents a value in aggregate amount of twelve million two hundred fourteen thousand one hundred seventy-five euro and sixty-eight cents (EUR 12,214,175.68).

Proof of the ownership by the Shareholder of the Contribution in Kind has been given to the undersigned notary.

The Shareholder declared that the Contribution in Kind is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution in Kind to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind to the Company.

The Shareholder further stated that a report has been drawn up by the managers of the Company wherein the Contribution in Kind is described and valued.

Third resolution

The Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the one hundred twenty-two thousand one hundred forty-one (122,141) new shares according to the above mentioned subscription.

Fourth resolution

The Shareholder resolved to amend the first paragraph article 5 of the articles of association in order to reflect the capital increase, which will from now on read as follows:

“ **Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at two hundred thirty-seven thousand seven hundred seventy-one euro (EUR 237,771.-) divided into two hundred thirty seven thousand seven hundred seventy-one (237,771) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.“

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at five thousand five hundred euro (EUR 5,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le seize juin,
par-devant nous Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorfles-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

T-C Luxembourg Neptune Holding S.à r.l. (anciennement dénommée TIAA Luxembourg S.à r.l.), une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de deux cent trente mille

cinquante euro (EUR 238.050,-), dont le siège social est au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192182 (l'«Associé»),

représentée aux fins des présentes par Maître Nirida Nhouyvanisvong, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

aux termes d'une procuration sous seing privé donnée le 5 juin 2015.

La prédite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de l'Associé et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

L'Associé, représenté comme sus-indiqué, a requis le notaire instrumentant d'acter qu'il est le seul et unique associé de T-C Neptune Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de cent quinze mille six cent trente euro (EUR 115.630,-), dont le siège social est au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 6 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du 11 décembre 2014, numéro 3841 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192184 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date du 23 décembre 2014 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du 28 février 2015, numéro 559.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de cent vingt-deux mille cent quarante et un euro (EUR 122.141) pour le porter de son montant actuel de cent quinze mille six cent trente euro (EUR 115.630,-) à deux cent trente-sept mille sept cent soixante et onze euro (EUR 237.771).

2 Émission de cent vingt-deux mille cent quarante et one (122.141) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3 Acceptation de la souscription de ces nouvelles parts sociales, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de douze millions quatre-vingt douze mille trente-quatre euro soixante-huit cents (EUR 12.092.034,68) et acceptation de la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales par un apport en nature.

4 Modification du premier paragraphe de l'article 5 des statuts afin de refléter l'augmentation de capital mentionnée ci-dessus.

5 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de cent vingt-deux mille cent quarante et un euro (EUR 122.141,-) pour le porter de son montant actuel de cent quinze mille six cent trente euro (EUR 115.630,-) à deux cent trente-sept mille sept cent soixante et onze euro (EUR 237.771,-).

Deuxième résolution

L'Associé a décidé d'émettre les cent vingt-deux mille cent quarante et une (122.141) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite a comparu l'Associé, représenté comme indiqué ci-avant.

L'Associé a déclaré souscrire aux cent vingt-deux mille cent quarante et une (122.141) nouvelles parts sociales (les «Parts Sociales Emises»), d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de douze millions quatre-vingt-douze mille trente-quatre euro et soixante-huit cents (EUR 12.092.034,68), et a déclaré libérer intégralement ces parts sociales souscrites par l'apport en nature d'une créance détenue par l'Associé, représentant un montant de douze million deux cent quatorze mille cent soixante-quinze euro et soixante-huit cents (EUR 12.214.175,68) (l'«Apport en Nature»).

La preuve par l'Associé de la propriété de l'Apport en Nature et de sa valeur a été rapportée au notaire soussigné.

L'Associé a encore déclaré que l'Apport en Nature est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction à la proposition de conversion de la créance existante contre la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un apport valable de la créance existante en vertu du prêt détenu contre la Société.

L'Associé a déclaré qu'un rapport a été établi par les gérants de la Société dans lequel l'Apport en Nature est décrit et évalué.

Troisième résolution

L'Associé a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'émettre les cent vingt-deux mille cent quarante et une (122.141) parts sociales nouvelles conformément à la souscription ci-dessus mentionnée.

Quatrième résolution

L'Associé a décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts afin de refléter l'augmentation de capital, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital Émis.** Le capital émis de la Société est fixé à deux cent trente-sept mille sept cent soixante et onze euro (EUR 237.771,-) divisé en deux cent trente-sept mille sept cent soixante et onze (237.771) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à cinq mille cinq cents Euros (EUR 5.500,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu(e) du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il(elle) a signé avec, le notaire soussigné, notaire le présent acte.

Signé: N. Nhouyvanisvong, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 24 juin 2015. GAC/2015/5245. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 13 juillet 2015.

Référence de publication: 2015116013/171.

(150124594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Argon Acquisition Debt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.012.400,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 152.943.

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of June,
before the undersigned Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Argon Acquisition S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having a share capital of twelve thousand four hundred euros (EUR 12,400.-), having its registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 152.939,

here represented by Me Mélody Brunot, lawyer, with professional address in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on June 9, 2015.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Shareholder") of Argon Acquisition Debt S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having a share capital of two million twelve thousand four hundred euros (EUR 2,012,400.-), with registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 152.943 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), dated 4 May 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1094 dated 26 May 2010 (page 52479) and whose articles of association (the "Articles") have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch (Grand Duchy of Luxembourg), dated 6 November 2012, published in the Mémorial number 2999 dated 11 December 2012 (page 143922).

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

- 1 To amend article 9, article 12, article 13, and article 22 of the articles of incorporation of the Company.

2 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolves to amend article 9 of the Articles, so that it will now read as follows:

" **Art. 9. Managers.** The Company shall be managed by three (3) managers who need not be shareholders themselves (the "Managers") who shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed upon nomination in accordance with any Shareholders' Agreement. The shareholder (s) will determine the duration of the Managers' mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s) taken in accordance with any Shareholders' Agreement.

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company."

Second resolution

The Shareholder resolves to amend article 12 of the Articles, so that it will now read as follows:

" **Art. 12. Meetings of the Board of Managers and Conflicts of Interest.** The Board of Managers may appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

Observers may be appointed to the meetings of the Board of Managers in accordance with any Shareholders' Agreement.

The Board of Managers will meet upon call by any Manager.

Meetings of the Board of Managers shall be held at least twice annually unless otherwise agreed in accordance with any Shareholders' Agreement.

Except with the prior consent of all members of the Board of Managers entitled to attend and except as otherwise stated in this Article 12, at least ten (10) business days (meaning, in these Articles of Incorporation, a day other than a Saturday, Sunday or public holiday in Luxembourg or England and Wales) written notice (which can be by electronic mail, including by email or facsimile) of meetings of the Board of Managers shall be given, provided that shorter notice may be given (in which case written notice of the relevant meeting shall be given by means of electronic mail, including e-mail or facsimile, or any other means of communication, provided such other means of communication has been approved by the Manager (s) concerned) if in the opinion of a majority of the members of the Board of Managers, the interests of the Company and, as the case may be, its subsidiary undertakings would be reasonably likely to be adversely affected to a material extent if the business to be transacted at such meeting was not dealt with as a matter of urgency, in which case the meeting shall be convened on such notice which such majority of the members of the Board of Managers, after due consideration of all circumstances, considers reasonable, provided that the notice has been given prior to the time set for the meeting. Any notice of a meeting of the Board of Managers shall specify the time and the place of the meeting (and, in the case of any meeting called on less than ten (10) business days notice, details as to the urgency of the matter) and a full written agenda specifying all resolutions proposed and business to be transacted at such meeting together with all papers to be circulated or presented at that meeting will be communicated to the Managers within the timeframe and by the means of communication further specified in any Shareholders' Agreement. Except if otherwise provided for in any Shareholders' Agreement, no resolution shall be proposed or business transacted at the meeting unless it has been specified in such written agenda. The notice and written agenda may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. A notice and written agenda of a meeting of the Board of Managers shall be given to all Managers and a notice and written agenda of a meeting of a committee of the Board of Managers shall be given to all Managers in that committee.

Meetings of the Board of Managers or of any committee of the Board of Managers may be called by any Manager on two (2) business days (meaning, in these Articles of Incorporation, a day other than a Saturday, Sunday or public holiday in Luxembourg or England and Wales) notice if such Manager believes a meeting is reasonably required on short notice in connection with (i) the sale and purchase agreement dated 25 April 2012 relating to the sale and purchase of all of (a) the issued share capital of APH4, HQCo and Actavis, Inc., and (b) the Intra Group Debt (each time as defined therein), or (ii) the liquidation or winding-up of the Company. With the consent of all Managers meetings of the Board of Managers or of any committee of the Board of Managers may also be called on such shorter notice, as agreed between all Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by electronic form (including e-mail or facsimile) another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A proxy of a Manager shall be entitled to attend and vote at, and waive all convening formalities in respect of, the meeting in respect of which his appointment relates at which the Manager appointing him is not personally present, and generally in the absence of his appointor to do all the things which his appointor is authorised or empowered to do at such meeting. A Manager who has been so appointed as proxy for another Manager shall be entitled at the meeting in respect of which his appointment relates, in the absence of his appointor:

(a) to a separate vote on behalf of his appointor in addition to his own vote; and

(b) to be counted as part of the quorum of the Board of Managers on his own account and in respect of the Manager for whom he is a proxy.

A Manager shall be deemed to be present at a meeting if his proxy is present at such meeting.

A quorum of the meeting of the Board of Managers shall be the presence or representation of a majority of the Managers holding office (except in relation to a matter where one or more Managers have a Personal Conflicting Interest, in which case a majority of the Managers who do not have a Personal Conflicting Interest as described below in such matter must be present or represented). If such requirements are not met at a meeting, the meeting shall be adjourned to a day not earlier than five (5) business days from the date of such meeting and provided that five (5) business days notice of the adjourned meeting has been given to all Managers, a quorum at such meeting shall consist of a majority of Managers appointed (except in relation to a matter where one or more Managers have a Personal Conflicting Interest, in which case a majority of the Managers who do not have a Personal Conflicting Interest as described below in such matter must be present or represented).

If any of the Managers of the Company has an interest in a matter to be discussed or resolution proposed at a meeting of the Board of Managers, he shall inform the other Managers of that interest. For the purposes of this Article 12, an "interest" of a Manager shall include an interest of such Manager by virtue of such Manager:

(a) holding office as a Manager or director of another person involved in the matter (or such person's Affiliate or connected person, as such terms are defined in any Shareholders' Agreement which definition will apply in relation to the Articles);

(b) holding any other office or employment with another person involved in the matter (or such person's Affiliate or connected person); or

(c) being interested directly or indirectly in any Securities (or any rights to acquire Securities, as such term is defined in any Shareholders' Agreement) in another person involved in the matter (or such person's Affiliate or connected person).

In respect of a matter or resolution in which a Manager has an interest, which is a personal interest opposed to the interest of the Company (a "Personal Conflicting Interest"), such Manager may not participate in relation to the relevant matter or resolution or vote on such matter or resolution or count towards the quorum for a meeting of the Board of Managers while that matter or resolution is discussed. In all other circumstances without prejudice to the obligation of a Manager to disclose any interest, a Manager may participate in debate in relation to and/or vote at any meeting of the Board of Managers on any matter or resolution concerning a matter in relation to which he has, directly or indirectly, an interest and if he votes his vote shall be counted.

For the avoidance of doubt, any interest of a Manager arising solely by virtue of his having been nominated for appointment as a Manager by or holding any office or employment or any other contractual relationship with another person involved in the matter (or such person's Affiliate or connected person) irrespective of whether that other person's interest conflicts with that of the Group, as such term is defined in any Shareholders' Agreement, shall not be deemed to be a Personal Conflicting Interest.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm or entity shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm or entity. Any person related as described above to any company or firm or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from participating in debates, considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business and shall not be deemed by reason of such affiliation to have a Personal Conflicting Interest.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting which is quorate and who are entitled to vote, provided that, if and to the extent the Company has contractually agreed to submit such matter under any Shareholders' Agreement to the consent of a third party or a shareholder prior to proceeding with or agreeing to such matter, no such matter, which has thus been approved or resolved by the Managers, shall be actually proceeded with or agreed to by the Company until such required consent has been given in an appropriate form and any such approval or resolution by the Managers must be expressly subject to obtaining the required consent in an appropriate form. The Managers present may appoint any one of their number to act as chairman of the meeting for the purpose of such meeting but such chairman shall not have a casting vote.

One or more Managers may, provided that this is in accordance with any Shareholders' Agreement, participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting. If requested by any Manager in advance of any meeting, the Company shall provide to the Managers a telephone number (or details of other means of communication mutually acceptable to the Company and each Manager) to allow participation in such meeting by any Manager without his being physically present at the meeting.

Unless otherwise permitted by any Shareholders' Agreement, a majority of the Managers attending such meeting of the Board of Managers must be present at the meeting in person in Luxembourg.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers in Luxembourg."

Third resolution

The Shareholder resolves to amend article 13 of the Articles, so that it will now read as follows:

" **Art. 13. Resolutions of the Board of Managers.** The resolutions of the Board of Managers shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by all the Managers present and the proxy holders of the represented Managers. Any proxies will remain attached thereto. A copy of all signed minutes and resolutions shall be sent promptly to all Managers following the relevant meeting to which they relate.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by any two (2) Managers acting jointly."

Fourth resolution

The Shareholder resolves to amend article 22 of the Articles, so that it will now read as follows:

" **Art. 22. Proceedings.** Any general meeting of shareholders shall be presided over by a person designated by the Board of Managers (the "President"), or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The President of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The President, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting."

Costs and expenses:

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-septième jour du mois de juin,

par devant le soussigné, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Argon Acquisition S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant un capital social d'un montant de douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR), ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.939,

ici représentée par Maître Mélody Brunot, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 9 juin 2015.

Ladite procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique (l'"Associé") de Argon Acquisition Debt S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant un capital social d'un montant de deux millions douze mille quatre cents euros (EUR 2.012.400,-), ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.943 (la "Société"), constituée en vertu d'un acte rédigé par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 4 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial") numéro 1094 en date du 26 mai 2010 (page 52479) et dont les statuts (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte rédigé par Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 6 novembre 2012, publié au Mémorial numéro 2999 en date du 11 décembre 2012 (page 143922).

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informés des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

1 Modification de l'article 9, de l'article 12, de l'article 13 et de l'article 22 des statuts de la Société.

2 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé décide de modifier l'article 9 des Statuts, qui sera désormais rédigé comme suit:

" **Art. 9. Gérants.** La société est gérée et administrée par trois (3) gérants qui n'ont besoin d'être des associés eux-mêmes (les «Gérants») qui forment un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants sont nommés sur proposition conformément à tout Pacte d'Actionnaires. Les associés déterminent la durée du mandat des Gérants. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés prise conformément à tout Pacte d'Actionnaires.

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société."

Deuxième résolution

L'Associé décide de modifier l'article 12 des Statuts, qui sera désormais rédigé comme suit:

" **Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance et Conflits d'Intérêts.** Le Conseil de Gérance peut nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Des observateurs peuvent être nommés pour les réunions du Conseil de Gérance conformément à tout Pacte d'Actionnaires.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation de tout Gérant.

Les réunions du Conseil de Gérance seront tenues au moins deux fois par an, à moins qu'il ne soit convenu autrement conformément à tout Pacte d'Actionnaires.

Sauf avec l'accord préalable de tous les membres du Conseil de Gérance qui ont le droit d'y assister et sauf disposition contraire du présent Article 12, une convocation écrite (le cas échéant par courrier électronique, y compris email ou fax) devra être transmise au moins dix (10) jours ouvrables (ce qui comprend, dans ces Statuts, les jours autres qu'un samedi, dimanche ou jour férié au Luxembourg, en Angleterre et au Pays de Galles), sachant qu'un préavis plus court est possible (auquel cas un préavis écrit de la réunion en question est donné par voie de courrier électronique, y compris par e-mail ou fax, ou par tout autre moyen de communication, sous réserve que cet autre moyen de communication ait été approuvé par le(s) Gérant(s) concerné(s) si selon la majorité des membres du Conseil de Gérance, les intérêts de la Société et, le cas échéant, de ses filiales seraient susceptibles d'être affectés dans une mesure importante si les affaires à traiter lors de cette réunion ne sont pas traitées comme des questions d'urgence, auquel cas la réunion sera convoquée dans un tel délai de préavis que cette majorité des membres du Conseil de Gérance, après avoir dûment examiné les circonstances pertinentes, considère raisonnable, sous réserve que la convocation ait été remise avant l'heure prévue pour la réunion. Toute convocation à une réunion du Conseil de Gérance indiquera la date et le lieu de la réunion (et, dans le cas d'une réunion convoquée moins de dix (10) jours ouvrables à l'avance, des détails quant à l'urgence de l'affaire), et un ordre du jour complet et écrit précisant toutes les résolutions proposées et toutes les affaires à traiter lors de cette réunion, ensemble avec tous les documents qui seront fournis ou présentés lors de ladite réunion, sera communiqué aux Gérants endéans les délais et en utilisant les moyens de communication plus amplement spécifiés dans tout Pacte d'Actionnaires. Sauf disposition contraire dans tout Pacte d'Actionnaires, aucune résolution ne sera soumise au vote et aucune transaction ne sera approuvée lors d'une telle réunion, si non spécifiées dans cet ordre du jour écrit. Il pourra être renoncé à cette convocation et à cet ordre du jour écrit par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Une convocation à une réunion d'un Conseil de Gérance et un ordre du jour écrit devront être remis à tous les Gérants et une convocation à une réunion d'un comité du Conseil de Gérance et un ordre du jour écrit devront être remis à tous les Gérants membres de ce comité.

Les réunions du Conseil de Gérance ou de tout comité du Conseil de Gérance peuvent être convoquées par tout Gérant sous deux (2) jours ouvrables (ce qui comprend, dans ces Statuts, les jours autres qu'un samedi, dimanche ou jour férié au Luxembourg, en Angleterre et au Pays de Galles), si ledit Gérant considère qu'une réunion est raisonnablement nécessaire à bref délai relativement (i) au contrat de cession et d'acquisition en date du 25 avril 2012 concernant la cession et l'acquisition (a) du capital social d'APH4, HQco et Actavis, Inc., et (b) de la Dette Intragroupe (tel que ces termes sont définis dans ce contrat), ou (ii) à la liquidation de la Société. Avec le consentement de tous les Gérants, les réunions du Conseil de Gérance ou de ses comités peuvent également être convoquées endéans un délai plus court, convenu par tous les Gérants.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit ou sous forme électronique (y compris par courrier électronique ou télécopie), transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le mandataire d'un Gérant est habilité d'assister et de voter, et de renoncer aux formalités de convocation, à la réunion à laquelle se rapporte sa nomination et à laquelle son mandant n'assiste pas personnellement, et généralement de faire tout ce que son mandant est autorisé ou habilité à faire lors d'une telle réunion. Un Gérant ainsi désigné comme mandataire d'un autre Gérant est habilité, lors de la réunion à laquelle se rapporte sa désignation, à:

(a) un vote séparé au nom de son mandant en plus de son propre vote; et

(b) à être considéré comme partie du quorum du Conseil de Gérance pour son propre compte et pour le compte du Gérant dont il est le mandataire.

Un Gérant sera considéré comme présent à une réunion si son mandataire est présent à une telle réunion.

Le Conseil de Gérance ne peut valablement délibérer que si au moins la majorité des Gérants est présente ou représentée (excepté par rapport à une affaire dans laquelle un ou plusieurs Gérants ont un Intérêt Personnel Opposé, auquel cas une majorité de Gérants qui n'ont pas un Intérêt Personnel Opposé, tel que défini ci-dessous, dans une telle affaire, doivent être présents ou représentés). Si ces exigences ne sont pas remplies lors d'une réunion, la réunion sera ajournée à un date au plus tôt cinq (5) jours ouvrables après cette réunion et à condition qu'un préavis de cinq (5) jours ouvrables de la réunion ajournée ait été donné à tous les Gérants, le quorum lors d'une telle réunion sera la majorité des Gérants nommés (excepté par rapport à une affaire dans laquelle un ou plusieurs Gérants ont un Intérêt Personnel Opposé, auquel cas une majorité de Gérants qui n'ont pas un Intérêt Personnel Opposé, tel que défini ci-dessous, dans une telle affaire, doivent être présents ou représentés).

Si un des Gérants de la Société a un intérêt dans une affaire à discuter ou dans une résolution proposée lors d'une réunion du Conseil de Gérance, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants. Aux fins de cet article 12, un «intérêt» d'un Gérant comprend les intérêts d'un tel Gérant:

(a) exerçant une fonction de Gérant ou de directeur d'une autre personne impliquée dans l'affaire (ou l'Affilié d'une telle personne ou d'une personne liée tels que ces notions sont définies dans tout Pacte d'Actionnaires, lesquelles définitions s'appliqueront aux Statuts);

(b) exerçant toute fonction ou emploi avec une autre personne impliquée dans l'affaire (ou l'affilié de cette personne ou d'une personne liée);

(c) étant directement ou indirectement intéressé dans toutes Valeurs Mobilières (ou tout droit d'acquérir des Valeurs Mobilières, tel que ce terme est défini dans tout Pacte d'Actionnaires) portant sur une autre personne impliquée dans l'affaire (ou l'Affilié d'une telle personne ou d'une personne liée).

En ce qui concerne les affaires ou résolutions dans lesquelles un Gérant a un intérêt personnel opposé à celui de la Société (un «Intérêt Personnel Opposé»), ce Gérant n'a pas le droit de participer à cette affaire ou résolution, ou de voter sur telle affaire ou résolution; il n'est pas pris en compte pour le quorum de la réunion du Conseil de Gérance pendant que cette affaire ou résolution est discutée. Dans tous les autres cas où il n'y a pas de violation de l'obligation du Gérant de divulguer tout intérêt, le Gérant peut participer au débat et/ou voter lors de toute réunion du Conseil de Gérance sur toute affaire ou résolution portant sur une question en relation avec une affaire pour laquelle il a directement ou indirectement un intérêt, et s'il vote, son vote est compté.

Pour éviter tout doute, tout intérêt d'un Gérant né simplement par le fait d'être proposé pour nomination comme Gérant, ou occupant un poste ou tout emploi ou toute relation contractuelle avec une autre personne impliquée dans l'affaire (ou l'Affilié ou personne connectée de cette personne), peu importe si les intérêts de cette autre personne sont en conflit avec ceux du Groupe, tel que défini dans un Pacte d'Actionnaires, ne doit pas être considéré comme un Intérêt Personnel Opposé.

Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et tout autre société ou entreprise ou entité ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise ou entité. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise ou entité, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de participer aux débats, délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions et ne devra pas être considérée comme ayant un Intérêt Personnel Opposé en raison de cette affiliation.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés lors de ces réunions qui atteignent le quorum et qui sont valablement en droit de voter, à condition que, si et dans la mesure où la Société a contractuellement convenu de soumettre cette affaire par tout Pacte d'Actionnaires au consentement d'un tiers ou d'un associé avant de procéder avec ou de consentir à une telle affaire, aucune de ces affaires qui a ainsi été approuvée ou résolue par les Gérants ne sera en effet consentie ou exécutée par la Société jusqu'à ce que l'accord requis a été donné sous une forme appropriée, et toute approbation ou décision des Gérants doit expressément être soumise à l'obtention du consentement requis sous une forme appropriée. Les Gérants présents peuvent nommer n'importe qui d'entre eux pour agir comme président pour cette réunion, mais ce président n'aura pas de vote prépondérant.

Un ou plusieurs Gérants peuvent, à condition que cela soit conforme à tout Pacte d'Actionnaires, prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire initiés du Luxembourg, permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion. Si demandé par un des Gérants à l'avance d'une réunion, la Société doit fournir aux Gérants un numéro de téléphone (ou des détails pour d'autres moyens de communication mutuellement acceptables pour la Société et chacun des Gérants) pour permettre à tout Gérant de participer à une telle réunion sans être présent physiquement.

A moins que cela soit permis autrement par tout Pacte d'Actionnaires, une majorité des Gérants assistant à une telle réunion du Conseil de Gérance doit être présent à la réunion en personne à Luxembourg.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants au Luxembourg."

Troisième résolution

L'Associé décide de modifier l'article 13 des Statuts, qui sera désormais rédigé comme suit:

" **Art. 13. Résolutions des Gérants.** Les résolutions du Conseil de Gérance doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par tous les Gérants présents et les mandataires des Gérants représentés. Les procurations y resteront annexées. Une copie de tous les procès-verbaux signés et des résolutions sera envoyée aux Gérants immédiatement après la réunion à laquelle elle se rapporte.

Les copies ou extraits des résolutions écrites ou des procès-verbaux destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par deux (2) Gérants agissant conjointement."

Quatrième résolution

L'Associé décide de modifier l'article 22 des Statuts, qui sera désormais rédigé comme suit:

" **Art. 22. Procédure.** Toute assemblée générale des associés est présidée par une personne désignée par le Conseil de Gérance (le "Président"), ou, faute d'une telle désignation, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale."

Estimation des frais

Les frais, coûts, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à mille quatre cents euros (EUR 1.400).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Brunot, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 24 juin 2015. GAC/2015/5250. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 14 juillet 2015.

Référence de publication: 2015116478/347.

(150125385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

**Selenium (Almada) Retail Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. CGM Lux 2 S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 125.072.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of the month of June.

Before Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Selenium Retail Midco S.à r.l. (formerly known as CGM Lux 1 S.à r.l.), a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of thirty thousand and five hundred Euros (EUR 30,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 125.046 (the "Sole Shareholder"),

represented by Maître Vianney de Bagneaux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 30 June 2015, which proxy shall be registered with together with the present deed,

The Sole Shareholder is the sole shareholder of CGM Lux 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 125.072 (the "Company"), incorporated on 9 February 2007 pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 2 May 2007, number 752.

The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended for the last time on 1 October 2010 pursuant to a deed of Maître Edouard DELOSCH, notary then residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial on 24 November 2010, number 2552.

The appearing party, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

1. The Sole Shareholder holds all the one hundred twenty-five (125) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Sole Shareholder.

2. The items on which resolutions are to be taken are as follows:

(a) Change of the name of the Company into "Selenium (Almada) Retail Holdco S.à r.l.";

(b) Amendment and restatement of the articles of association of the Company in their entirety so that they shall read as set forth in the second resolution below;

(c) Acceptance of the resignation of the managers of the Company and appointment of the new manager of the Company;

(d) Discharge for the resigning managers;

(e) Change of the registered office of the Company.

Thereafter the following resolutions were passed by the Sole Shareholder of the Company:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to change the name of the Company into "Selenium (Almada) Retail Holdco S.à r.l.".

Second resolution

The Meeting unanimously decided to fully amend and re-state the Company's articles of association so that they shall read as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Selenium (Almada) Retail Holdco S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by one hundred twenty-five (125) shares with a nominal value of hundred Euros (EUR 100) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words “claim”, “action”, “suit” or “proceeding” shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words “liability” and “expenses” shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to accept the resignation by Dr. Bernhard Weber and Mr. Detlef Koppenhagen from their office as managers of the Company with effect as from the date hereof and resolved to appoint with effect as from the date hereof as manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company BRE/Management 7 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.304.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to grant discharge to Dr. Bernhard Weber and Mr Detlef Koppenhagen as managers of the Company until 30 June 2015 with respect to the performance of their duties until 30 June 2015.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to change the registered office of the Company and to fix it at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

There being no further business, the meeting is closed.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,800.-.

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in English followed by and German translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the German and the English texts, the English version will prevail.

Done, in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die Deutsche Übersetzung des Vorangehend

IM JAHRE ZWEITAUSENDF ÜBERSETZ

AM DREIE ZWEITAUSENDF ÜBERSETZUNG

Vor der unterzeichnenden Notarin Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen:

Selenium Retail Midco S.à r.l. (ehemals bekannt als CGM Lux 1 S.à r.l.), eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital dreißigtausendfünfhundert Euro (EUR 30.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 125.046 (der „Alleinige Gesellschafter“),

hier vertreten durch Maître Vianney de Bagneaux, Rechtsanwalt, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 30. Juni 2015, welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingerichtet zu werden,

der Alleinige Gesellschafter ist der alleinige Gesellschafter der CGM Lux 2 S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 125.072 (die «Gesellschaft»), gegründet am 9. Februar 2007 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht am 2. Mai 2007 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial»), Nummer 752.

Die Satzung der Gesellschaft (die „Satzung“) wurde abgeändert am 1. Oktober 2010 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Edouard DELOSCH, Notar mit damaligem Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht am 24. November 2010 im Mémorial, Nummer 2552.

Der Erschienene gibt, in Ausübung seines obenerwähnten Amtes, folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

1. Der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hält alle einhundertfünfundzwanzig (125) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile, so dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entschieden werden kann.

2. Die Punkte, über die ein Beschluss getroffen werden soll, sind die folgenden:

- a) Änderung des Namens der Gesellschaft in „Selenium (Almada) Retail Holdco S.à r.l.“;
- b) Änderung und Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft in ihrer Gesamtheit, sodass diese wie im zweiten Beschluss beschrieben lautet;
- c) Annahme des Rücktritts der Geschäftsführer und Ernennung des neuen Geschäftsführers;
- d) Entlassung für die zurücktretenden Geschäftsführer;
- e) Änderung des Gesellschaftssitzes

Danach wurden folgende Beschlüsse vom Alleinigen Gesellschafter getroffen:

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen, den Namen der Gesellschaft in „Selenium (Almada) Retail Holdco S.à r.l.“ abzuändern.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung hat einstimmig beschlossen die komplette Satzung der Gesellschaft zu ändern und umzuformulieren, sodass diese wie folgt lautet:

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen “Selenium (Almada) Retail Holdco S.à r.l.” (die “Gesellschaft”) wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream als auch side-stream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte verge-

benen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in hundertfünfundzwanzig (125) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je hundert Euro (EUR 100).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme

an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich

ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragene Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragene Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelte Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Dritter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen, den Rücktritt von Dr. Bernhard Weber sowie Herrn Detlef Koppenhagen vom Amt des Geschäftsführers des Unternehmens mit Wirkung ab heutigem Datum zu akzeptieren. Des Weiteren hat der Alleinige Gesellschafter mit Wirkung ab heutigem Datum beschlossen, BRE/Management 7 S.A., eine société anonyme luxemburgischen Rechts, mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180.304, vorbehaltlich der Satzung der Gesellschaft auf unbestimmte Zeit, mit wie in der Satzung festgehaltenen Unterschriftsbefugnissen, als neuen Geschäftsführer zu ernennen.

Vierter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Dr. Bernhard Weber sowie Herrn Detlef Koppenhagen in ihrer Funktion als Geschäftsführer bis zum 30. Juni 2015, in Bezug auf die Wahrnehmung ihrer Aufgaben bis zum 30. Juni 2015 Entlastung zu gewähren.

Fünfter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen den Sitz der Gesellschaft zu ändern, und ihn auf 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg festzulegen.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund dieser Akte entstehen, werden ungefähr abgeschätzt auf EUR 1.800,-.

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen und deutschen Sprache kundig ist, bestätigt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer der erschienenen Partei der dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, hat derselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: V. DE BAGNEAUX, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/20621. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 13. Juli 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015116711/490.

(150126025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Secural S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 26.302.

IN THE YEAR TWO THOUSAND FIFTEEN, THE THIRTIETH DAY OF JUNE,
before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Secural S.A., a public limited company (société anonyme) duly organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed dated July 17, 1987 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 354, page 16966 in 1987, registered with the Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under number B 26.302 (the Company).

The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, on December 31, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 701, on April 12, 2011.

The meeting is presided by Mr Fons Mangen, independent auditor, residing professionally in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Kim Reisch, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting appoints as scrutineer Mr Fons Mangen independent auditor, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

(i) The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

Agenda:

1. (i) Change of the functional currency of the Company's share capital from Euro (EUR) to US Dollars (USD), with effect as of 1 January 2015, (ii) suppress the nominal value linked to the shares in the Company and consequently refer to shares in the Company with no nominal value and (iii) conversion of the amount of the Company's share capital in an amount expressed in US Dollars (USD) at the official exchange rate of the European Central Bank dated as of January 2, 2015, in order to set the Company's share capital at the equivalent in US Dollars of thirty million eight hundred thousand

Euro (EUR 30,800,000), i.e. thirty seven million ninety two thousand four hundred forty US Dollars (USD 37,092,440), represented by six hundred sixteen thousand (616,000) shares with no nominal value (the Share Capital Conversion);

2. Amendment and restatement of the Articles in their entirety and subsequent renumbering of the Articles and, to the extent necessary, insertion or change of headings in the Articles, including without limitation, such amendments as necessary to implement the change of functional currency as per item 1. above;

3. Decision to confer all powers to any director of the Company, each acting individually, to record the Share Capital Conversion in the shareholders register of the Company, and proceed with any formalities in connection therewith;

4. Miscellaneous.

(ii) The shareholders represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list which, signed "ne varietur" by the proxyholder of the represented shareholders, by the board of the meeting and by the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the proxy of the represented shareholders, by the board of the meeting and by the undersigned notary, will also remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

(iii) The whole share capital being represented at the present meeting and the shareholders represented declaring that they had knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary. The present meeting, representing the whole corporate capital of the Company, is thus regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the extraordinary general meeting decides to take unanimously the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting resolves:

(i) to change the functional currency of the Company's share capital from Euro (EUR) to US Dollars (USD) with effect as of January 1, 2015;

(ii) to suppress the nominal value linked to the shares in the Company and consequently refer to shares in the Company with no nominal value;

(iii) to convert the amount of the Company's share capital in an amount expressed in US Dollars (USD) at the official exchange rate of the European Central Bank dated as of January 2, 2015 (i.e. EUR 1 = USD 1.2043), in order to set the Company's share capital at the equivalent in US Dollars of thirty million eight hundred thousand Euro (EUR 30,800,000), i.e. thirty seven million ninety two thousand four hundred forty US Dollars (USD 37,092,440), represented by six hundred sixteen thousand (616,000) shares with no nominal value (the Share Capital Conversion);

Second resolution

The extraordinary general meeting resolves to amend and restate the Articles in their entirety adding an English version, being understood that the English version shall be prevailing in case of discrepancies between both versions, and subsequently renumber the Articles and, to the extent necessary, insert or change headings in the Articles, including without limitation, such amendments as necessary to implement the change of functional currency as per the first resolution above, so that they shall henceforth read as follows:

I. Definitions

The following definitions shall apply herein:

Annual General Meeting means the annual general meeting of Shareholders at the occasion of which the annual accounts of the Company are approved;

Articles means the articles of association of the Company, as amended from time to time;

Board means the Board of Directors of the Company;

Board Reserved Matters mean all the Reserved Matters, aside from the Shareholders Reserved Matters;

Chairman means the chairman elected by the Board or any person acting as chairman pro tempore of the Board, in accordance with the Articles;

Companies Law means the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended;

Company means Secural S.A., registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 26302;

Company Secretary means the secretary appointed by the Board;

Directors mean the members of the Board of the Company from time to time, regardless of his/her class;

General Meeting means any general meeting of shareholders of the Company;

Group means the Company, its Subsidiaries, its sister companies and any companies or entities having participations in the Company;

Legal Reserve has the meaning ascribed to it in Article 16.1;

Reserved Matters mean the decisions and/or matters as set out below:

- Appointment of the directors and CEOs of the companies of the Group,
- Approval of major changes to the Group's corporate and control structure, including but not limited to acquisitions and disposals of shares,
- Changes to the Group's capital structure, including reduction of capital, share issues and purchases of the Group companies' shares,
- The acquisitions or disposal of intellectual property rights,
- Decisions to issue any Directors' or Shareholders' loans,
- Decisions to issue any corporate guarantees, personal or cross company guarantees related to the companies of the Group.

Shareholders mean the shareholders of the Company from time to time;

Shareholders Reserved Matters mean, out of the Reserved Matters, those decisions and/or matters which the Companies Law specifically conditions to a resolution of the General Meeting;

Subsidiary means any subsidiary of the Company, direct or indirect, owned wholly or partially;

Vice-Chairman means the vice-chairman elected by the Board.

Words denoting the singular shall include the plural and vice versa, words denoting one gender shall include the other gender and words denoting persons shall include firms, partnerships, unincorporated organizations and companies and vice versa.

II. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the Company is Secural S.A. The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the Companies Law and these Articles.

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the Board. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the General Meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board.

2.3. If the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may carry out any commercial, technical or financial operations which directly or indirectly relate to the above mentioned sectors, in a way to facilitate their realization.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

III. Capital - Shares

Art. 5. Capital. The share capital is set at thirty seven million ninety two thousand four hundred forty US Dollars (USD 37,092,440) represented by six hundred sixteen thousand (616,000) shares with no nominal value.

Art. 6. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 7. Payments. All the payments in relation with the shares not fully paid-up at their subscription are to be made at time and pursuant to conditions determined by the Board. Any payment requested will be attributed in equal parts on all the shares which are not fully paid-up.

Art. 8. Shares.

8.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

8.2. The shares of the Company are in registered form.

8.3. A register of shares shall be kept at the registered office and may be examined by any Shareholder on request.

8.4. A share transfer shall be carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by either:

- (i) both the transferor and the transferee or their authorised representatives; or
- (ii) any authorised representative of the Company,

following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

8.5. The Company may redeem its own shares within the limits set out in the Companies Law.

8.6. No statutory restriction exist to the transactions in relation with and the transfers of the Company's shares.

IV. Management - Representation

Art. 9. Board.

9.1. Composition of the Board

(i) The Company shall be managed by the Board, which shall comprise at least six (6) and maximum twelve (12) members, save in the case mentioned under article 10. The Directors need not be Shareholders.

(ii) The General Meeting shall appoint the Directors and determine their number and their remuneration, following recommendations of the Board. Directors are appointed for a period of one (1) year but are eligible for reappointment at the expiry of their term of office. If the period of the office is not specified by the General Meeting, the Directors are considered as being appointed for a period of one (1) year.

(iii) The Board shall comprise class A Directors and class B Directors.

(iv) Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting. In this case, they remain in function until appointment of their successors.

(v) If a legal entity is appointed as a Director, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if it had exercised its functions in its own name and on its own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

(vi) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(vii) If the office of a Director becomes vacant, because of death, resignation or any other reason, the other Directors, acting by a simple majority, may fill the vacancy on a provisional basis until a new Director is appointed by the next General Meeting.

9.2. Powers of the Board

(i) The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the interest of the Company. All powers not expressly reserved to the Shareholders by the Companies Law or the Articles fall within the competence of the Board.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

(iii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management, and the power to represent the Company in this respect, to one or more Directors, officers, managers or other agents, whether Shareholders or not, acting either individually or jointly.

9.3. Procedure

(i) The Board must appoint from among its members a Chairman and a Vice-Chairman. Board meetings are presided by the Chairman or the Vice-Chairman; if the both are absent, the Board meeting shall be presided by one of the other Board members, appointed by majority vote of the Board members present at the meeting.

(ii) The Board may appoint a Company Secretary and determine his/her duties.

(iii) The Board may set up committees, charged with specific tasks and composed of members of the Board.

(iv) Resolutions of the Board are adopted at a Board meeting or by the circular resolutions.

(v) The Board shall meet as often as necessary, but not less than four (4) times a year. To the extent possible, meetings shall be scheduled annually in advance according to an annual Board calendar. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(vi) The Board shall meet earlier than scheduled if deemed necessary by the Chairman or two other members of the Board. The Board is convened by the Chairman or by the Vice-Chairman if the Chairman is absent or if such a power was delegated by the Chairman to the Vice-Chairman. If the Chairman and Vice Chairman are both absent, any Director can convene the Board's meeting.

(vii) Meetings of the Board shall in principle be held in Luxembourg. Any other location may exceptionally be determined by the Chairman or the Company Secretary and suitable for holding such a meeting and at the time convenient to all the Board members. Board meetings are generally held at the Company's registered office but may also be held in any other place.

(viii) Save in urgent cases, as determined by the Chairman, the agenda of a meeting shall be sent to all Board members at least five (5) calendar days before the meeting. For each item on the agenda, an explanation in writing shall be provided and related documentation shall be attached. Each Board member has the right to request an item to be placed on the agenda, make amendments or additional requests, pursuant to the conditions determined by the Board.

(ix) If all members of the Board are present or represented, they can waive notice of a meeting.

(x) Each Board member may be represented at Board meetings by another Board member holding a written power of attorney. The existence of such power of attorney must be satisfactorily proved to the person chairing the meeting. A Director can also designate by phone another Director to represent him, provided that this designation is further confirmed by a written letter.

(xi) At a meeting, the Board may validly deliberate only if the majority of the Board members are present or represented, provided that, in any event, all class A Directors must be present or represented, if the agenda concerns any of the Board Reserved Matters.

(xii) Board Resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the Directors present or represented, provided that the Board Reserved Matters shall be unanimously approved by all the class A Directors present or represented. The Chairman shall have a casting vote in the event of a tied vote.

(xiii) The resolutions adopted at all Board meetings are recorded in minutes. The minutes of any Board meeting shall be signed by the Chairman or by any other person chairing the meeting as well as by the Corporate Secretary or, in his/her absence, by the minutes' taker. The minutes are then added to the Company's records. Each Board member shall receive a copy of the minutes. The minutes shall be kept in the records of the Company during the existence of the Company. The minutes are signed by the Chairman or by two Directors.

(xiv) The Board meetings can be held by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to communicate simultaneously with each other.

(xv) Any Director may participate in any meeting of the Board and the meetings can be held by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to communicate simultaneously with each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(xvi) Board resolutions may also be adopted in writing provided that the items to be adopted are submitted to all the Board members and none of them objects to this form of adoption. The circular resolutions signed by all the Directors are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

(xvii) The Directors can also vote by any other means such as fax, email or phone, provided that, in the last case, the vote is further confirmed in writing.

(xviii) A Director who has an interest in a transaction or matter which conflicts or can conflict with the interests of the Company shall not participate in any discussion or decision-making regarding this matter or transaction. A Board's member shall not participate in the deliberations and resolutions on matters which affect, or reasonably might affect, the interests of that member or of a person close to that member. All transactions between the Company and the Board members having an existing or potential conflict of interest with the Company, shall be approved by the Board and realized according to the arm's length principle.

(xix) If this is considered necessary by the Chairman and justified by urgency or other particular circumstances, the Board may waive the provisions of the above paragraphs (iv), (xi) and (xvi), provided that all the Board members have the possibility to participate in the decision-making process. The Chairman and the Company Secretary, if any, shall then prepare a report on resolutions so adopted, which shall be added to the documents transferred to the Board members before the following meeting of the Board.

(xx) An attendance list shall be ready for signature by the Directors attending the meeting. This list shall be attached to the minutes of the meeting and kept in the Company's records.

(xxi) The first meeting of the Board being composed of class A and class B Directors shall be chaired, until the Chairman's appointment, by the oldest independent Director.

(xxii) The Chairman or any other person chairing the meeting shall open the meeting if a majority of the Board members are present at the time for which the meeting was scheduled. If it is not the case, the Chairman or any other person chairing the meeting may postpone the meeting, provided that only two postponements, not exceeding one hour in total, are possible. If quorum is still not met after such two postponements, the Chairman may reconvene the meeting.

(xxiii) Where a meeting is held via video-conference, the data contained in the recordings of that meeting shall constitute a part of the meeting minutes and shall be securely saved during the existence of the Company.

(xxiv) Agenda for regular meetings shall include items determined by the Board.

(xxv) The meeting shall be conducted in a predetermined order of agenda items as stated in the convening notice. However, the order may be changed with approval of a majority of Directors present at the meeting.

(xxvi) If at any time during the meeting the Directors present in the meeting's room are not a majority of the Directors present at the meeting, the Chairman shall declare a suspension of the meeting.

(xxvii) When the Chairman is of the opinion that an item has been sufficiently discussed to be submitted to vote, the Chairman may close the discussion and submit the item to vote.

(xxviii) If, during a vote, no Director present at the meeting raises an objection after inquiry by the Chairman, an item is deemed to be approved as if it has been approved by vote. If there is any objection after the inquiry, the Chairman shall submit the item to vote and voting shall be expressed by raising hands.

(xxix) If there is an amendment to or proposal to substitute an agenda item, the Chairman shall decide the sequence of voting on the original agenda item, the amendment and the proposed substitute. If any of them is adopted, the others shall be deemed rejected and no further voting will be necessary.

(xxx) The result of voting shall be announced at the meeting and mentioned in the minutes of the Board meeting.

(xxxi) Directors who object to the results of vote may make a written statement which shall be mentioned in the minutes of the Board meeting and attached to them.

(xxxii) Resolutions adopted by the Board may be publicly disclosed only through a statement from the Chairman and/or the Company Secretary, if any, unless such disclosure is required by the applicable law.

9.4. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of two Directors. In case the Board is composed of the sole Director only, the Company will be validly bound, in any circumstances and without restrictions, by the individual signature of the sole Director.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the joint or single signature of any person(s) to whom special signatory powers have been delegated by the Board, but only in the limits of this power.

Art. 10. Sole Director. Where the number of Shareholders is reduced to one (1):

(i) the Company may be managed by a sole Director until the General Meeting following the introduction of an additional Shareholder; and

(ii) any reference in the Articles to the Board, the Directors, some Directors or any Director should be read as a reference to that sole Director, as appropriate.

Art. 11. Liability of the Directors. The directors may not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Companies Law.

V. Shareholder(s)

Art. 12. General Meetings of Shareholders.

12.1. Powers and voting rights

If the Company has more than one Shareholder, a General Meeting of Shareholders represent all the Shareholders of the Company. The General Meeting has the broadest powers to enact, adopt or ratify all acts consistent with the Company's corporate object.

12.2. Notices, quorum, majority and voting proceedings

(i) The Shareholders are convened to all the General Meetings by registered letter sent to each Shareholder holding nominative shares at least fifteen (15) days prior to the date of the meeting. If all the Shareholders are present or represented and consider themselves duly informed of the agenda of the General Meeting, they can waive the convening notice or the publication, as the case may be.

(ii) A Shareholder may appoint in writing (or by fax, e-mail or any other similar mean) a proxyholder (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

(iii) Any Shareholder may participate in any General Meeting by video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify them, and the participants are considered as present for quorum and majority requirements. These means of communication shall satisfy technical characteristics which guarantee an effective participation at the meeting, the deliberations of which are transmitted on a continuous basis.

(iv) Except if otherwise provided by law or the Articles, resolutions to be adopted at ordinary General Meetings shall be passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of share capital represented.

(v) An extraordinary General Meeting convened in order to modify a provision of the Articles can validly deliberate only if at least one half of the share capital in present or represented and if the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

(vi) However, any change in the nationality of the Company and any increase in a Shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the Shareholders and be subject to any other applicable legal provision.

(vii) Resolutions adopted by the Annual General Meeting may be publicly disclosed only through a statement from the Chairman or the Company Secretary, if any, unless such disclosure is required by the applicable law.

12.3. Annual General Meeting

The Annual General Meeting shall be held in Luxembourg city, at the place indicated in the notices, on the last Friday of March at 10 a.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the Annual General Meeting shall be held on the following business day. The Annual General Meeting is presided by the Chairman or, in his/her absence, by the Vice-Chairman. The Board may also appoint someone else to preside the Annual General Meetings.

12.4. Other General Meetings

Any Director can convene other General Meetings, which shall be held at the place and time determined by the Board. A General Meeting shall be convened at request of Shareholders representing one-fifth (1/5) of the share capital.

12.5. Voting rights

Each share gives right to one (1) vote.

Art. 13. Sole Shareholder. When the number of Shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole Shareholder shall exercise all powers granted by the Companies Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the Shareholders or the General Meeting is to be read as a reference to the sole Shareholder, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole Shareholder shall be drawn up in writing.

VI. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 14. Financial year and approval of annual accounts.

14.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

14.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss account, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by the officers, Director(s) and statutory auditor(s) to the Company.

14.3. One month before the Annual General Meeting, the Board shall provide the statutory auditor(s) with a report on, and documentary evidence of, the Company's operations. The statutory auditor(s) shall then prepare a report setting out his/their proposals.

Art. 15..Auditors.

15.1. The Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires).

15.2. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

15.3. The General Meeting shall appoint the statutory auditors (commissaires) / external auditors (réviseurs d'entreprises agréés) following recommendations of the Board and determine their number and remuneration and the term of their office. The term of office of the statutory auditors may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 16. Allocation of profits.

16.1. Each year, at least five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

16.2. After the allocation to the Legal Reserve, the General Meeting shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. It may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

16.3. The Board is authorised to distribute provision on dividends, pursuant to the conditions prescribed by law.

16.4. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) the statutory auditors (commissaires) or the approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), as applicable, must prepare a report addressed to the Board which must verify whether the above conditions have been met.

VII. Dissolution - Liquidation

17.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. After the dissolution, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, who need not be Shareholders, appointed by the General Meeting. The liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

17.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the Shareholders in proportion to the shares held by each of them

VIII. General provisions

18.1. Notices and communications may be made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

18.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a Director, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

18.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

18.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any nonwaivable provisions of the law, with any agreement entered into by the Shareholders or the Directors from time to time.

Third resolution

The extraordinary general meeting resolves to confer all powers to any director of the Company, each acting individually, to record the Share Capital Conversion in the shareholders register of the Company, and proceed with any formalities in connection therewith.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,700.-.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The undersigned notary, who understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing parties proxyholder known to the notary by name, first name, civil status and residence, the appearing parties proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente juin,

par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Secural S.A., société anonyme régie et constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée le 17 juillet 1987 suivant acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 354, page 16 966 en 1987, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S. Luxembourg) sous le numéro B 26.302 (la Société).

Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés la dernière fois suivant un acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, le 31 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 701, le 12 avril 2011.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Fons Mangen, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Kim Reisch, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Fons Mangen, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

(i) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. (i) Changement de la devise fonctionnelle du capital social de la Société de l'euro (EUR) au dollar américain (USD), avec effet au 1^{er} janvier 2015, (ii) suppression de la valeur nominale liée aux actions de la Société et par conséquent, référence aux actions de la Société sans valeur nominale, et (iii) conversion du montant du capital social de la Société en un montant exprimé en dollars américains (USD) selon le taux de change officiel de la Banque centrale européenne en date du 2 janvier 2015, afin de fixer le capital social de la Société au montant en dollars américains équivalant à trente millions huit cent mille euros (30 800 000 EUR), soit trente-sept millions quatre-vingt-douze mille quatre cent quarante dollars américains (37 092 440 USD), représenté par six cent seize mille (616 000) actions sans valeur nominale (la Conversion du Capital Social);

2. Modification et refonte des Statuts dans leur intégralité, subséquente renumérotation des Statuts, et dans la mesure nécessaire, insertion ou changement des rubriques dans les Statuts, notamment, mais sans s'y limiter, les amendements nécessaires à la mise en oeuvre du changement de devise fonctionnelle visé à l'article 1 ci-dessus;

3. Décision de conférer tous les pouvoirs à tout administrateur de la Société, chacun agissant individuellement, pour inscrire la Conversion du Capital Social dans le registre des actionnaires de la Société et procéder à toute formalité en lien avec ladite conversion;

4. Divers.

(ii) Les actionnaires représentés, les procurations des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence qui, signée «ne varietur» par le mandataire des actionnaires représentés, par les membres du bureau et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, signées «ne varietur» par le mandataire des actionnaires représentés, par les membres du bureau et par le notaire instrumentant, resteront également annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) L'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée et les actionnaires représentés déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations. Cette assemblée, représentant l'intégralité du capital social de la Société, est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide:

(i) de changer la devise fonctionnelle du capital social de la Société de l'euro (EUR) au dollar américain (USD) avec effet au 1^{er} janvier 2015;

(ii) de supprimer la valeur nominale liée aux actions de la Société et en conséquence de se référer aux actions de la Société sans valeur nominale;

(iii) de convertir le montant du capital social de la Société en un montant exprimé en dollars américains (USD) selon le taux de change officiel de la Banque centrale européenne en date du 2 janvier 2015 (c.-à-d. 1 EUR = 1,2043 USD), afin de fixer le capital social de la Société à un montant en dollars équivalant à trente millions huit cent mille euros (30 800 000 EUR), c.-à-d. trente-sept millions quatre-vingt-douze mille quatre cent quarante dollars américains (37 092 440 USD), représenté par six cent seize mille (616 000) actions sans valeur nominale (la Conversion du Capital Social);

Seconde résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier et de refondre les Statuts dans leur intégralité en y ajoutant une version française, étant entendu que la version française fera foi en cas de divergences entre les deux versions et, de manière subséquente, de renumérotter les Statuts, et dans la mesure nécessaire, d'insérer ou de changer les rubriques dans les Statuts, notamment, mais sans s'y limiter, les amendements nécessaires à la mise en oeuvre du changement de devise fonctionnelle conformément à la première résolution ci-dessus, de sorte qu'ils auront désormais la teneur suivante:

I. Définitions

Les définitions suivantes s'appliquent dans les présentes:

Assemblée Générale Annuelle désigne l'assemblée générale annuelle des actionnaires à l'occasion de laquelle les comptes annuels de la Société sont approuvés;

Statuts désigne les statuts de la Société, tels que modifiés périodiquement;

Conseil d'Administration désigne le conseil d'administration de la Société;

Questions Réservées au Conseil d'Administration désigne toutes les questions réservées, hormis les questions réservées aux Actionnaires;

Président désigne le président élu par le Conseil d'Administration ou toute personne assumant les fonctions de président pro tempore du Conseil d'Administration, conformément aux Statuts;

La Loi sur les sociétés désigne la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée;
Société désigne Secural S.A., immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 26302;

Secrétaire de la Société désigne le secrétaire nommé par le Conseil d'Administration;

Administrateurs désigne les membres en fonction du Conseil d'Administration de la Société de temps à autre, quelle que soit leur classe;

Assemblée générale désigne toute assemblée générale des actionnaires de la Société;

Groupe désigne la Société, ses Filiales, ses sociétés sœurs et toutes les sociétés ou entités détenant des participations dans la Société;

Réserve Légale a le sens qui lui est attribué à l'article 16.1;

Questions Réservées désigne les décisions et/ou les questions mentionnées ci-dessous:

- Nomination des administrateurs et des PDG des sociétés du Groupe,
- Approbation des changements majeurs à la structure corporative et de contrôle du Groupe, y compris, mais non limités à l'acquisition et la disposition d'actions,
- Changements à la structure du capital du Groupe, y compris la réduction du capital, les émissions d'actions et les acquisitions des actions des sociétés du Groupe,
- Acquisitions ou la disposition de droits de propriété intellectuelle,
- Décisions d'émettre des prêts aux Administrateurs ou aux Actionnaires,
- Décisions de fournir des sûretés d'entreprise, personnelles ou inter sociétés en lien avec les sociétés du Groupe.

Actionnaires désignent les actionnaires de la Société de temps à autre;

Questions Réservées aux Actionnaires désignent, parmi les Questions Réservées, les décisions et/ou questions qui, selon la Loi sur les sociétés, sont spécifiquement conditionnées à une résolution de l'Assemblée générale;

Filiale désigne toute filiale de la Société, directe ou indirecte, détenue entièrement ou partiellement;

Vice-président désigne le vice-président élu par le Conseil d'Administration.

Les mots au singulier incluent le pluriel et vice versa, les mots au masculin incluent le féminin et les mots désignant des personnes incluent les entreprises, les partenariats, les organisations non immatriculées et les sociétés, et vice versa.

II. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la Société est Secural S.A. La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la Loi sur les sociétés, ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du Conseil d'Administration. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée générale, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil d'Administration.

2.3. Lorsque le Conseil d'Administration estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et tous instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, ses sociétés affiliées, ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs, afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en

faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs pré-décrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

III. Capital - Actions

Art. 5. Capital. Le capital social est fixé à trente-sept millions quatre-vingt-douze mille quatre cent quarante dollars (37 092 440 USD) représenté par six cent seize mille (616 000) actions sans valeur nominale.

Art. 6. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 7. Paiements. Tous les paiements liés aux actions non intégralement libérées lors de leur souscription doivent être versés dans les délais et conformément aux conditions déterminées par le Conseil d'Administration. Tout paiement exigé sera réparti à parts égales sur toutes les actions non intégralement libérées.

Art. 8. Actions.

8.1. Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action.

8.2. Les actions de la Société sont nominatives.

8.3. Un registre des actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque Actionnaire.

8.4. Une cession d'action(s) s'opère par la mention sur le registre des actions d'une déclaration de transfert, valablement datée et signée:

(i) par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires; ou

(ii) par un quelconque mandataire de la Société,

suivant une notification à, ou une acceptation par la Société, conformément à l'article 1690 du Code civil luxembourgeois.

8.5. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi sur les sociétés.

8.6. Il n'existe aucune restriction statutaire aux transferts d'actions de la Société ou aux transactions en lien avec ces transferts.

IV. Gestion - Représentation

Art. 9. Conseil d'Administration.

9.1. Composition du Conseil d'Administration

(i) La Société est gérée par le Conseil d'Administration, composé d'au moins six (6) et au maximum douze (12) membres, sauf dans le cas mentionné à l'article 10. Les Administrateurs ne doivent pas nécessairement être des Actionnaires.

(ii) L'Assemblée générale nomme les Administrateurs, et fixe leur nombre et leur rémunération conformément aux recommandations du Conseil d'Administration. Les Administrateurs sont nommés pour un (1) an, mais sont rééligibles à la fin de leur mandat. Si la durée du mandat n'est pas spécifiée par l'Assemblée générale, les Administrateurs sont considérés comme nommés pour un (1) an.

(iii) Le Conseil d'Administration est composé d'Administrateurs de classe A et d'Administrateurs de classe B.

(iv) Les Administrateurs sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par décision de l'Assemblée générale. Dans ce cas, ils occupent leurs fonctions jusqu'à la nomination de leur successeur.

(v) Lorsqu'une personne morale est nommée Administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent pour exercer ses fonctions. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(vi) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(vii) Si un mandat d'Administrateur devient vacant en raison d'un décès, d'une démission ou de toute autre raison, les autres Administrateurs, statuant à la majorité simple, peuvent pourvoir le poste vacant de manière provisoire, jusqu'à ce qu'un nouvel Administrateur soit nommé par l'Assemblée générale suivante.

9.2. Pouvoirs du Conseil d'Administration

(i) Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés aux Actionnaires par la Loi sur les sociétés ou les Statuts relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil d'Administration à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, Actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement.

9.3. Procédure

(i) Le Conseil d'Administration doit élire en son sein un Président et un Vice-président. Les réunions du Conseil d'Administration sont présidées par le Président ou le Vice-président; si tous deux sont absents, le Conseil d'Administration doit être présidé par l'un des autres membres du Conseil d'Administration, élu à la majorité par les membres du Conseil d'Administration présents lors de la réunion.

(ii) Le Conseil d'Administration peut désigner un Secrétaire de la Société et déterminer ses devoirs.

(iii) Le Conseil d'Administration peut mettre en place des comités chargés de tâches spécifiques et composés de membres du Conseil d'Administration.

(iv) Les résolutions du Conseil d'Administration sont adoptées lors d'une réunion du Conseil d'Administration ou par résolutions circulaires.

(v) Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que nécessaire, mais jamais moins de quatre (4) fois par an. Dans la mesure du possible, les réunions doivent être planifiées à l'avance annuellement selon un calendrier annuel du Conseil d'Administration. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil d'Administration.

(vi) Le Conseil d'Administration peut se réunir plus tôt que prévu si le Président ou deux autres membres du Conseil d'Administration l'estiment nécessaire. Le Conseil d'Administration est convoquée par le Président ou du Vice-président, en l'absence du Président ou si ce pouvoir a été délégué au Vice-président par le Président. Si le Président et le Vice-président sont absents tous les deux, n'importe quel Administrateur peut convoquer une réunion du Conseil d'Administration.

(vii) En principe, les réunions du Conseil d'Administration se tiennent à Luxembourg. Un autre lieu peut être déterminé à titre exceptionnel par le Président ou le Secrétaire de la Société dans la mesure où il est adapté à une telle réunion et dont la date convient à tous les membres du Conseil d'Administration. Les réunions du Conseil d'Administration se tiennent généralement au siège social de la Société, mais elles peuvent avoir lieu dans tout autre endroit.

(viii) Sauf en cas d'urgence, comme déterminé par le Président, l'ordre du jour d'une réunion doit être envoyé au moins cinq (5) jours avant ladite réunion à tous les membres du Conseil d'Administration. Pour chaque point de l'ordre du jour, une explication par écrit doit être fournie et les documents pertinents doivent être joints. Tout membre du Conseil d'Administration est en droit de demander l'ajout d'un point à l'ordre du jour, de proposer des amendements ou demandes additionnelles, conformément aux conditions déterminées par le Conseil d'Administration.

(ix) Si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation.

(x) Tout membre du Conseil d'Administration peut être représenté aux réunions du Conseil d'Administration par un autre membre du Conseil d'Administration détenant une procuration écrite. L'existence de ladite procuration doit être établie de manière satisfaisante auprès de la personne assurant la présidence de la réunion. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur afin qu'il le représente, à condition que cette désignation soit par la suite confirmée par une lettre écrite.

(xi) Lors d'une réunion, le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés, à condition qu'en tout état de cause, tous les Administrateurs de classe A soient présents ou représentés, si l'ordre du jour concerne l'une des Questions Réservées au Conseil d'Administration.

(xii) Les résolutions du Conseil d'Administration sont adoptées valablement à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés, à condition que les Questions Réservées au Conseil d'Administration soient approuvées à l'unanimité par tous les Administrateurs de classe A présents ou représentés. La voix du président du Conseil d'Administration est prépondérante en cas de partage des voix.

(xiii) Les décisions prises à toutes les réunions du Conseil d'Administration sont consignées dans des procès-verbaux. Les procès-verbaux des réunions doivent être signés par le Président ou par toute autre personne assurant la présidence de la réunion, ainsi que par le Secrétaire général, ou en son absence, par le secrétaire de séance. Les procès-verbaux sont ensuite conservés aux registres de la Société. Chaque membre du Conseil d'Administration reçoit un exemplaire de procès-verbal. Les procès-verbaux doivent être conservés dans les registres de la Société tant que cette dernière existe. Les procès-verbaux des réunions sont signés par le Président ou par deux Administrateurs.

(xiv) Les réunions du Conseil d'Administration peuvent se tenir par téléphone ou visioconférence, ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de communiquer simultanément les unes avec les autres.

(xv) Tout Administrateur peut participer à toute réunion du Conseil d'Administration et les réunions peuvent se tenir par téléphone ou visioconférence, ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de communiquer simultanément les unes avec les autres. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(xvi) Les résolutions du Conseil d'Administration peuvent également être adoptées par écrit, à condition que les points à adopter soient soumis à tous les membres du Conseil d'Administration et qu'aucun d'entre eux ne formule d'objection quant à cette forme d'adoption. Les résolutions circulaires signées par tous les Administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil d'Administration valablement convoquée et tenue, et portent la date de la dernière signature.

(xvii) Les Administrateurs peuvent également voter par tout autre moyen comme le fax, la messagerie électronique ou le téléphone, à condition que, dans ce dernier cas, le vote soit par la suite confirmé par écrit.

(xviii) Tout Administrateur dont l'intérêt est opposé ou susceptible d'être opposé à celui de la Société dans une transaction ou une matière ne peut prendre part aux délibérations ou aux prises de décision concernant cette matière ou cette transaction. Un membre du Conseil d'Administration ne peut participer aux délibérations ou aux résolutions relatives à des matières qui nuisent ou sont raisonnablement susceptibles de nuire aux intérêts dudit membre ou d'une personne proche de ce membre. Toutes les transactions entre la Société et les membres du Conseil d'Administration ayant un conflit d'intérêts avéré ou potentiel avec la Société, doivent être approuvées par le Conseil d'Administration et réalisées conformément au principe de pleine concurrence.

(xix) Si le Président le juge nécessaire et si cela est justifié par une urgence ou toute autre circonstance particulière, le Conseil d'Administration peut déroger aux points (iv), (xi) et (xvi) ci-dessus, à condition que tous les membres du Conseil d'Administration puissent participer à la prise de décision. Le Président et le Secrétaire de la Société, le cas échéant, doivent alors préparer un rapport sur les résolutions adoptées de cette manière, qui devra être adjoint aux documents transmis aux membres du Conseil d'Administration avant la réunion suivante du Conseil d'Administration.

(xx) Une liste de présence doit être prête pour signature par les Administrateurs présents à la réunion. Cette liste sera jointe au procès-verbal de la réunion et conservée dans les registres de la Société.

(xxi) La première réunion du Conseil d'Administration composée d'Administrateurs de classe A et de classe B doit être présidée, jusqu'à la nomination du Président, par le plus âgé des Administrateurs indépendants.

(xxii) Le Président, ou toute autre personne présidant la réunion, devra ouvrir la réunion si la majorité des membres du Conseil d'Administration sont présents à l'heure prévue pour la réunion. Dans le cas contraire, le Président ou toute autre personne présidant la réunion pourra reporter la réunion, dans la mesure où seuls deux reports, n'excédant pas une heure au total, sont possibles. Si le quorum n'est pas atteint après ces deux reports, le Président peut re-convoquer la réunion.

(xxiii) Si une réunion se tient par visioconférence, les données contenues dans les enregistrements de cette réunion devront faire une partie du procès-verbal de la réunion et devront être conservés de manière sécurisée pendant toute la durée de vie de la Société.

(xxiv) L'ordre du jour des réunions ordinaires inclut les points déterminés par le Conseil d'Administration.

(xxv) La réunion sera conduite selon l'ordre prédéterminé des points à l'ordre du jour déterminé dans la convocation. Cependant, cet ordre pourra être modifié sous réserve de l'approbation par la majorité des Administrateurs présents lors de la réunion.

(xxvi) Si, à tout moment au cours de la réunion, les Administrateurs présents dans la salle de réunion ne représentent pas la majorité des Administrateurs présents lors de la réunion, le Président devra déclarer une suspension de la réunion.

(xxvii) Si le Président estime qu'un point a été suffisamment discuté pour être soumis au vote, le Président pourra clore la discussion et soumettre le point au vote.

(xxviii) Si, au cours d'un vote, aucun Administrateur assistant à la réunion ne soulève d'objection après l'interrogation du Président, le point est réputé approuvé comme s'il avait été approuvé par un vote. En cas d'objection après la demande, le Président soumet le point au vote à main levée.

(xxix) En cas d'amendement ou de proposition de substitution d'un point de l'ordre du jour, le Président décide de la séquence de vote du point d'origine à l'ordre du jour, de l'amendement et du point de remplacement proposé. Si l'un d'eux est adopté, les autres sont réputés rejetés et aucun vote supplémentaire n'est nécessaire.

(xxx) Le résultat du vote est annoncé pendant la réunion et mentionné dans le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration.

(xxxi) Les Administrateurs qui s'opposent aux résultats du vote peuvent rédiger une déclaration qui devra être mentionnée dans le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration et y sera jointe.

(xxxii) Les résolutions adoptées par le Conseil d'Administration sont rendues publiques uniquement par le biais d'une déclaration du Président et/ou, le cas échéant, du Secrétaire de la Société, à moins que cette divulgation soit exigée par la loi applicable.

9.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par les signatures conjointes de deux Administrateurs. Si le Conseil d'Administration est composé d'un Administrateur unique, la Société est engagée valablement en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'Administrateur unique.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou individuelle de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués par le Conseil d'Administration, mais uniquement dans la limite de ces pouvoirs.

Art. 10. Administrateur unique. Dans le cas où le nombre des Actionnaires est réduit à un (1):

(i) la Société peut être gérée par un Administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale suivant l'introduction d'un Actionnaire supplémentaire; et

(ii) toute référence dans les Statuts au Conseil d'Administration, aux Administrateurs, à quelques Administrateurs ou à un quelconque Administrateur doit être considérée comme une référence à cet Administrateur unique, comme approprié.

Art. 11. Responsabilité des Administrateurs. Les administrateurs ne peuvent être tenus personnellement responsables en raison de leur mandat pour tout engagement pris valablement au nom de la Société, dans la mesure où cet engagement est conforme aux Statuts et à la Loi sur les sociétés.

V. Actionnaire(s)

Art. 12. Assemblée Générale des Actionnaires.

12.1. Pouvoirs et droits de vote

Si la Société compte plus d'un Actionnaire, une Assemblée Générale des Actionnaires représente tous les Actionnaires de la Société. L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour rédiger, adopter ou ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

12.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les Actionnaires sont convoqués aux Assemblées générales par lettre recommandée envoyée à chaque Actionnaire détenant des actions nominatives au moins quinze (15) jours avant la date de l'assemblée. Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été dûment informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et de publicité.

(ii) Un Actionnaire peut désigner par écrit (ou par fax, email ou tout autre moyen semblable) un mandataire (qui ne doit pas être nécessairement un Actionnaire) pour le représenter à toute Assemblée Générale.

(iii) Tout Actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de les identifier, et les participants sont considérés comme présents pour la détermination du quorum et de la majorité. Ces moyens de communication doivent correspondre aux caractéristiques techniques qui garantissent une participation effective à la réunion, dont les délibérations sont transmises de façon continue.

(iv) Sauf disposition contraire de la loi ou des Statuts, les résolutions devant être adoptées lors des Assemblées Générales ordinaires le sont à la majorité simple des voix exprimées, quelles que soit la proportion du capital social représenté.

(v) Une Assemblée Générale extraordinaire convoquée pour modifier les Statuts ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins du capital social est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

(vi) Toutefois, tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un Actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des Actionnaires et reste soumis à l'application de toute autre disposition légale applicable.

(vii) Les résolutions adoptées par l'Assemblée Générale Annuelle peuvent être rendues publiques uniquement par le biais d'une déclaration du Président ou, le cas échéant, du Secrétaire de la Société, à moins que cette divulgation soit exigée par la loi applicable.

12.3. Assemblée Générale Annuelle

L'Assemblée Générale Annuelle se tient à Luxembourg au lieu indiqué dans les convocations, le dernier vendredi de mars, à 10 h 00. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'Assemblée Générale Annuelle se tient le jour ouvrable suivant. L'Assemblée Générale Annuelle est présidée par le Président ou, en son absence, par le Vice-président. Le Conseil d'Administration peut également nommer une autre personne pour présider l'Assemblée Générale Annuelle.

12.4. Autres Assemblées Générales

Tout Administrateur peut convoquer d'autres Assemblées Générales, qui se tiendront au lieu et à l'heure déterminés par le Conseil d'Administration. Une Assemblée Générale est convoquée à la demande des Actionnaires représentant un cinquième (1/5) du capital social.

12.5. Droits de vote

Chaque action donne droit à un (1) vote.

Art. 13. Actionnaire unique. Lorsque le nombre des Actionnaires est réduit à un (1):

(i) l'Actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi sur les sociétés à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux Actionnaires ou à l'Assemblée Générale doit être considérée comme une référence à cet actionnaire unique; et

(iii) les résolutions de l'Actionnaire unique sont rédigées par écrit.

VI. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 14. Exercice social et approbation des comptes annuels.

14.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, le Conseil d'Administration dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, Administrateur(s) et commissaire(s) envers la Société.

14.3. Un mois avant l'Assemblée Générale Annuelle, le Conseil d'Administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société, aux commissaire(s). Ce(s) dernier(s) doivent/doit ensuite faire un rapport contenant leurs/ses propositions.

Art. 15. Commissaires/réviseurs d'entreprises agréées.

15.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

15.2. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés externes, quand la loi le requiert.

15.3. L'Assemblée Générale nomme les commissaires/réviseurs d'entreprises agréées suivant les recommandations du Conseil d'Administration et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. La durée du mandat des commissaires ne peut dépasser six (6) ans, mais peut être renouvelée.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1. Chaque année, au moins cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

16.2. Après l'affectation à la Réserve Légale, l'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

16.3. Le Conseil d'Administration est autorisé à distribuer une provision sur dividendes conformément aux conditions prévues par la loi.

16.4. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil d'Administration;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil d'Administration dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) les commissaires ou les réviseurs d'entreprises agréés, selon le cas, doivent préparer un rapport au Conseil d'Administration, qui doit vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

VII. Dissolution - Liquidation

17.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. Après la dissolution, l'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui ne doivent pas être des Actionnaires, pour réaliser la liquidation. Les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

17.2. Le cas échéant, le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes est distribué aux Actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux

VIII. Dispositions générales

18.1. Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, fax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

18.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil d'Administration peuvent également être données par un Administrateur, conformément aux conditions acceptées par le Conseil d'Administration.

18.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que ces dernières remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble constituent un seul et unique document.

18.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi applicable et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu par les Actionnaires ou les Administrateurs de temps à autre.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de conférer tous les pouvoirs à tout administrateur de la Société, chacun agissant individuellement, pour inscrire la Conversion du Capital Social dans le registre des actionnaires de la Société et procéder à toute formalité en lien avec ladite conversion;

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites du présent acte sont estimés à EUR 1.700,-

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connu du notaire instrumentant par ses noms, prénom, état civil et demeure, ledit mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. MANGEN, K. REISCH, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/20611. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015115979/820.

(150125005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Bartol Properties Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 117.243.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-fifth of June.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, civil law notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. TAG Beteiligungs- und Immobilienverwaltungs GmbH, a company existing under the german laws, with registered office at 5, Steckelhörn, D-20457 Hamburg, and registered at Handelsregister Amtsgericht Hamburg under the number HRB 127932;

2. EWF Beteiligungsgesellschaft mbH, company existing under the german laws, with registered office at 12, Graustrasse, D-21029 Hamburg, and registered at Handelsregister Amtsgericht Hamburg under the number HRB 132785;

Both hereby represented by Mrs Alexandra FUENTES, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Hamburg (Germany) on June 22nd, 2015.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registered authorities.

The appearing parties declare being the shareholders of BARTOL PROPERTIES SARL (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 117243, and incorporated pursuant to a deed of Maître Emile SCHLESSER, notary residing in Luxembourg, on June 12th, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1593 dated August 22nd, 2006. The Articles have been amended by a deed of Maître Paul FRIEDERS, notary then residing in Luxembourg, on December 19th, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 409 dated March 20th, 2007.

The appearing party, represented as above mentioned, therefore declares that the present meeting is validly constituted and, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1) Amendment of the date of closure of the accounting year in order to bring it from December 31st to June 30th of each year, and subsequent amendment of articles 14 and 15 of the Articles of Incorporation.

2) Resolve that the current accounting year of the Company started on January 1st, 2015 and shall end on June 30th, 2015.

3) Miscellaneous.

The appearing party has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the date of closure of the accounting year in order to bring it from December 31st to June 30th of each year.

The current financial year which started on January 1st, 2015 shall end on June 30th, 2015.

Second resolution

As a consequence articles 14 and 15 of the Articles of Incorporation are changed and shall have henceforth the following wording:

“ **Art. 14.** The company's financial year shall commence on the first day of July and end on the thirtieth day of June of each year.”

“ **Art. 15.** Each year, on the thirtieth of June, the accounts shall be closed and the management shall draw up an inventory indicating the value of the company's assets and liabilities.”

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at one thousand two hundred euro (EUR 1.200).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document.

The deed having been read to the mandatory of the appearing person, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory signed together with the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq juin.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

3. TAG Beteiligungs- und Immobilienverwaltungs GmbH, une société à responsabilité limitée de droit allemand, ayant son siège social au 5, Steckelhörn, D-20457 Hamburg, et inscrite au Handelsregister Amtsgericht Hamburg sous le numéro HRB 127932;

4. EWF Beteiligungsgesellschaft mbH, une société à responsabilité limitée de droit allemand, ayant son siège social au 12, Graustrasse, D-21029 Hamburg, et inscrite au Handelsregister Amtsgericht Hamburg sous le numéro HRB 132785;

Toutes deux ici représentées par Mme Alexandra FUENTES, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations données sous seing privé à Hamburg (Allemagne) le 22 juin 2015.

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les comparantes sont les associés de «BARTOL PROPERTIES SARL», une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.243, constituée suivant acte reçu par Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, le 12 juin 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1593 du 22 août 2006. Les Statuts de la société ont été modifiés par acte de Maître Paul FRIEDERS, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 409 du 20 mars 2007.

Les comparantes, représentées comme mentionné ci-dessus, déclarent donc que la réunion est bien constituée et, ayant reconnu pour être entièrement informées des résolutions à être prises conformément à l'ordre du jour suivant:

Agenda

1) Modification de la date de clôture de l'exercice social pour la porter au 30 juin au lieu du 31 décembre de chaque année, et modification subséquente des articles 14 et 15 des statuts de la Société.

2) Décision que l'année social en cours ayant commencé le 1^{er} janvier 2015 se terminera le 30 juin 2015.

3) Divers.

Les parties comparantes ont requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de modifier la date de clôture de l'exercice social pour la porter au 30 juin au lieu du 31 décembre de chaque année.

L'année sociale en cours ayant commencé le 1^{er} janvier 2015 se terminera le 30 juin 2015.

Deuxième résolution

En conséquence, les articles 14 et 15 des statuts de la Société sont modifiés et auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 14.** L'année sociale commence le premier juillet et finit le trente juin de chaque année.»

« **Art. 15.** Chaque année, au trente juin, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.»

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à approximativement mille deux cents euros (1.200.- EUR).

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparantes, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée au début du présent document.

Lecture du présent acte faite au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. Fuentes et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 3 juillet 2015. Relation: 2LAC/2015/14939. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Référence de publication: 2015116593/109.

(150125491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Playcenter International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 63.239.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le trois juillet.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

VALUEFID SA, société anonyme de droit suisse avec siège social au Via Ferruccio Pelli 13, 6900 Lugano, Suisse, inscrite auprès du Registre du commerce du canton du Tessin sous le numéro CHE-106.970.222,

ici représentée par Madame Marie-Hélène GONCALVES, corporate manager, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit ses déclarations et constatations:

a) Que la société anonyme "PLAYCENTER INTERNATIONAL S.A.", (ci-après la "Société"), avec siège social à L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B 63 239, a été constituée suivant acte reçu par acte du notaire Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 février 1998, publié au Mémorial C no. 364 du 19 mai 1998, et que les statuts ont été modifiés par acte du même notaire en date du 27 mai 1999, publié au Mémorial C no. 583 du 29 juillet 1999.

b) Que le capital social de la Société est fixé à un montant de huit cent mille US Dollars (800.000,- USD), divisé en huit cents (800) actions d'une valeur nominale de mille US Dollars (1.000,- USD) chacune, entièrement libérées.

c) Que la comparante, en tant qu'actionnaire unique, a décidé de dissoudre la Société.

d) Que l'activité de la Société ayant cessé, la comparante prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

e) Que la comparante, en tant qu'actionnaire unique, se désigne comme liquidateur de la Société.

f) Qu'en sa qualité de liquidateur de la Société, elle requiert le notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réglé tout le passif de la Société ou l'avoir dûment provisionné et avoir transféré tous les actifs à son profit.

g) Que la comparante est investie de tous les éléments actifs de la Société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la Société même inconnus à ce jour.

h) Que les déclarations du liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, par AbaCab S.à r.l. avec siège social au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, désigné "commissaire-vérificateur" par l'actionnaire unique de la Société.

i) Que la comparante approuve les comptes de liquidation au 20 avril 2015 et donne décharge pleine et entière au commissaire-vérificateur, concernant toute responsabilité ultérieure.

j) Que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

k) Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire de la Société pour l'exécution de leur mandat jusqu'en date de ce jour.

m) Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actions de la Société.

n) Que les livres et documents de la Société, dissoute, seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social au 231, Val des Bons-Malades à L-2121 Luxembourg.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à 1.250,- EUR et la comparante, en tant qu'actionnaire unique, s'y engage personnellement.

Le capital social a été évalué à 722.472,- EUR

DONT ACTE, fait et passée à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Marie-Hélène GONCALVES, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 08 juillet 2015. Relation GAC/2015/5755. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015117362/57.

(150125568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

2sales International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5244 Sandweiler, 2A, Ennert dem Bierg.

R.C.S. Luxembourg B 94.799.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015116097/9.

(150124774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Pa.Fi. France, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 42.618.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 13 juillet 2015 au siège social.

Le conseil d'administration a décidé de nommer comme agent dépositaire la société Citco C&T (Luxembourg) S.A., ayant son siège social au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139.857.

PA.FI FRANCE S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2015117344/14.

(150125796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.
